

L'AFRIQUE POST-COVID19 : POUR UNE AFRIQUE PLUS RÉSILIENTE

SOPHONIE JED KOBOUDE*, NESSAN AKEMAKOU** et NADIA
LLORCA***

*Analyste, *L'Afrique des Idées*

**Directeur des publications, *L'Afrique des Idées*

***Responsable Tribunes, *L'Afrique des Idées*



Résumé

L'Afrique est confrontée à une crise sanitaire majeure depuis l'enregistrement du premier cas positif à la Covid-19 déclaré au Nigéria le 27 février 2020. Cette crise est inédite de par la rapidité de propagation du virus en raison de l'hyperconnexion contemporaine des sociétés humaines et en raison de son ampleur (aucune région du monde n'a été épargnée). Selon Dominique Strauss-Kahn, elle est « différente de toutes celles que les générations précédentes ont pu connaître ».

La crise est sanitaire, mais elle est aussi et surtout économique. La réponse à la Covid-19 doit se déployer sur deux dimensions : une lutte contre la propagation du virus et l'amélioration des soins pour les malades ainsi qu'un plan de relance afin d'endiguer les conséquences socio-économiques de la crise.

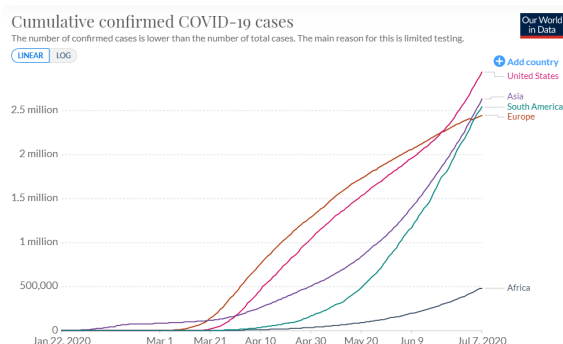
Table des matières

1	Bilan sanitaire à date	2
2	L'impact de la crise sur les économies africaines . . .	3
3	Les conséquences socio-politiques de la crise	4
4	Recommandations	5

1 Bilan sanitaire à date

L'épidémie de la Covid-19 a créé une situation inédite. Pour la première fois dans l'histoire récente de l'Humanité, un agent pathogène biologique exogène a frappé toutes les régions du monde (presque) en même temps. Le coronavirus Covid-19 n'a épargné aucune aire géographique. Néanmoins, le continent africain est moins impacté que le reste du monde (Figure 1).

GRAPHIQUE 1 – Nombre de cas positifs à la Covid-19 en cumulé par région

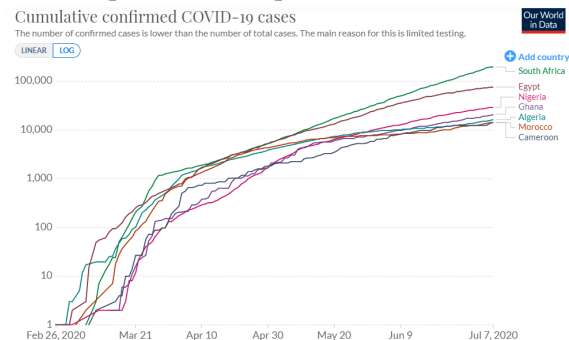


Source : <https://ourworldindata.org/covid-cases>

L'Afrique compte 49.4237 cas positifs à la Covid-19 le 07 juillet 2020 pour 11673 morts selon le bureau Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) (Source : <http://covid-19-africa.sen.ovh/>). Les pays les plus touchés en valeur absolue de cas positifs cumulés sont : l'Afrique du Sud avec 196750 cas positifs déclarés depuis le début de la pandémie, l'Égypte, le Nigeria, le Ghana, l'Algérie, le Maroc et le Cameroun (Figure 2). Les pays les moins touchés, pour l'instant, sont la Gambie, le Lesotho et l'Érythrée avec officiellement moins de 300 cas positifs déclarés. La jeunesse de la population africaine¹ semble être un facteur explicatif de cette courbe épidémique pour l'instant moins rapide que dans le reste du monde. En effet, il est établi que ce virus est particulièrement dangereux pour les personnes âgées, avec des facteurs de comorbidités.

1. 60 % des africains ont moins de 25 ans avec un âge médian de 19,4 ans.

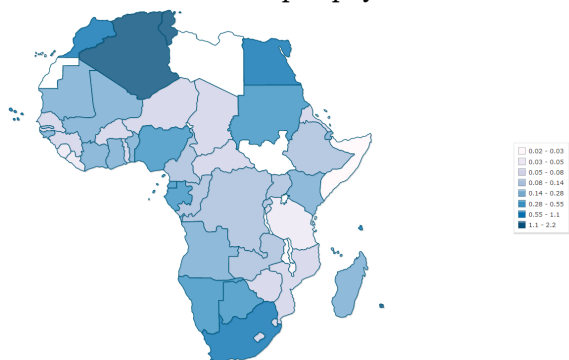
GRAPHIQUE 2 – Top 7 des pays africains les plus touchés par la Covid-19



Source : <https://ourworldindata.org/covid-cases>

L'appareil sanitaire en Afrique a montré une résilience pendant la crise, mais reste globalement vulnérable. L'indice GHS (Sécurité sanitaire mondiale) qui présente une évaluation des capacités du système de santé d'un pays, montre que la plupart des pays africains sont classés parmi les moins préparés, avec un score moyen de 31,1 points sur 100, bien en deçà de la moyenne mondiale de 40,2 points. La figure 3 montre comment varie, selon les pays d'Afrique, le nombre de médecins pour 1000 habitants. Plus la teinte est foncée, plus la valeur est élevée. Le pays ayant la valeur la plus élevée est la Libye avec 2,16 médecins pour 1 000 habitants. Le pays ayant la valeur la plus faible, c'est le Malawi avec 0,02 médecin pour 1 000 habitants.

GRAPHIQUE 3 – Nombre de médecins pour 1000 habitants par pays africain



Source : <https://www.indexmundi.com/facts/indicators/SH.MED.PHYS.ZS/map/africa>

L'OMS estime qu'au moins 2,5 médecins pour 1000 habitants sont nécessaires pour assurer une couverture adéquate des interventions de soins primaires (WHO, World Health

Report 2006).

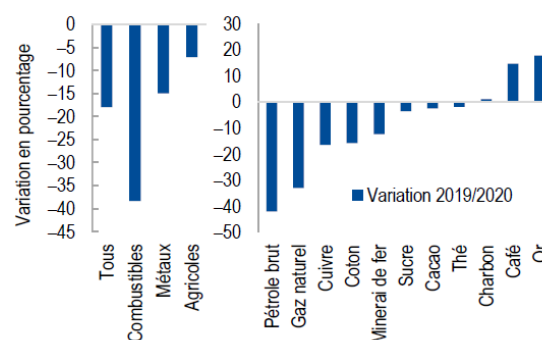
Bien que l'Afrique soit relativement épargnée pour l'instant, la propagation du virus reste une réalité car, chaque jour, on dénombre en moyenne 10.000 cas positifs sur le continent. En partant d'une hypothèse de courbe en cloche pour l'épidémie, l'Afrique est encore sur la première "pente" de la cloche. Il ne faut donc pas baisser la vigilance dans le suivi (*monitoring*) de l'épidémie.

2 L'impact de la crise sur les économies africaines

La crise sanitaire s'est transsubstantiée en une crise économique, ou plus exactement, a généré une situation de contraction de l'économie. La machine économique mondiale, qui ne connaît la tranquillité que d'intervalle (les crises économiques), peine à respirer à l'instar des humains porteurs de la Covid-19.

Selon, la Banque africaine de développement (BAD), le PIB réel en Afrique, d'après le scénario de base qui suppose un impact considérable du virus, mais sur une courte durée, devrait se contracter de 1,7% en 2020, soit une baisse de 5,6 points de pourcentage par rapport aux projections de janvier 2020. Selon le scénario pessimiste, le PIB diminuerait de 3,4%. Cette contraction de l'économie pourrait coûter à l'Afrique des pertes de l'ordre de 145,5 milliards d'USD (scénario de base) et 189,7 milliards d'USD (scénario pessimiste). Tous les pays africains ne seront pas affectés de la même manière. Une croissance de 1,8% en 2019 devrait faire place à une contraction de 2,8% en 2020 dans les pays exportateurs de pétrole (FMI, Perspectives économiques régionales -Afrique Subsaharienne, 2020). En raison de la variation prévue des cours des produits de base (Figure 4), les pays riches en ressources naturelles devraient voir leurs chiffres de croissance reculer d'environ 5,0 points de pourcentage.

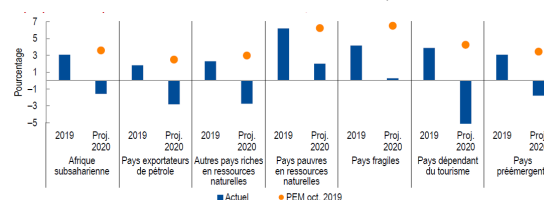
GRAPHIQUE 4 – Variation prévue des cours des produits de base



Source :Fonds monétaire international

Le point essentiel est que, même avec zéro cas positif au coronavirus, l'Afrique souffrirait de la pandémie. Dans le rapport The Covid-19 Shock to Developing Countries de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), en glissement annuel au 25 mars 2020, le cours du coton a subi une baisse de 22%, celui du cacao 11%, celui du sucre 15%, et celui des hydrocarbures 55%. Cette chute de la demande mondiale ne favorise guère les pays d'Afrique subsaharienne qui sont des exportateurs de matières premières. La figure 5 décrit l'ampleur de la chute du PIB réel dans les économies de l'Afrique subsaharienne.

GRAPHIQUE 5 – Afrique subsaharienne - Croissance PIB réel 2019-2020.



Source : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale.
 Note : PEM - Perspectives de l'économie mondiale.

Source :Fonds monétaire international

La vulnérabilité sanitaire présente, l'efficacité des mesures d'endiguement, le risque de perdurance de la pandémie au-delà du deuxième trimestre de 2020, l'impact des perturbations des échanges dont la fermeture des grands ports constituent autant d'incertitudes qui entourent les prévisions de croissance.

La crise économique engendrée par la Covid-19 n'est pas seulement un choc de demande, c'est aussi un choc d'offre. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont

été perturbées par la crise sanitaire. C'est une double peine pour les pays africains qui sont importateurs de denrées alimentaires. L'effet cumulatif de la dégradation des termes de l'échange et de la baisse des exportations mondiales peut conduire à un affaiblissement considérable des comptes de certains États africains.

La pandémie a déjà provoqué une accélération de l'inflation sur le continent, qui, dans certains cas, dépassait 5% au premier trimestre de 2020 (BAD, Perspectives économiques en Afrique, 2020). Selon, le FMI, les déficits budgétaires du continent africain devraient doubler et atteindre 8% du PIB en 2020. Concernant la dette souveraine, de nombreux pays africains ont abordé cette crise avec des ratios dette-PIB élevés, qui pourraient augmenter jusqu'à 10 points de pourcentage au-delà de la trajectoire prévue pour 2020 et 2021 avant l'apparition de la Covid-19 (BAD, Perspectives économiques en Afrique, 2020). Par ailleurs, les autres parties du monde subissant les effets de la crise sanitaire, les transferts d'argent vers l'Afrique vont connaître une baisse. La Banque mondiale estime que les montants envoyés en Afrique passeront de 48 milliards de dollars US à 37 milliards de dollars US. Les envois de fonds représentent plus de 30% du PIB du Soudan du Sud, environ 10% du PIB du Sénégal, et 8% du PIB de l'Égypte. Aussi, le déclin des transferts d'argent affectera lourdement nombre de pays africains. De plus, les recettes liées au tourisme vont très certainement baisser car les vols commerciaux n'ont repris que timidement.

En raison de la pandémie, les perspectives économiques pour l'Afrique sont donc moroses.

3 Les conséquences socio-politiques de la crise

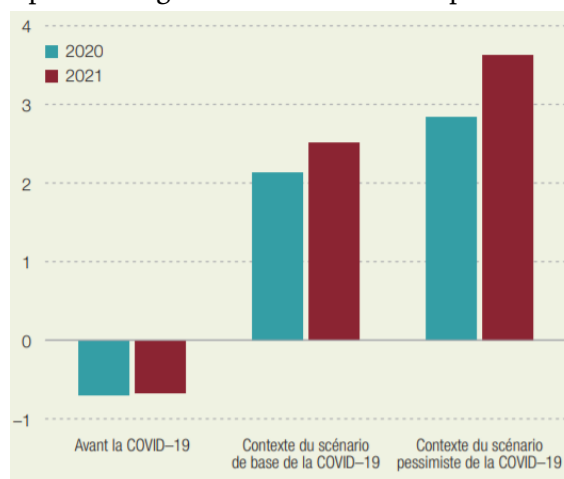
Le niveau d'inquiétude concernant la propagation du virus est de 81% selon une enquête réalisée en Afrique sur la perception de la pandémie de COVID-19 par Deloitte, OpinionWay et 35°Nord. Cette inquiétude se justifie par le fait qu'il n'existe toujours pas

de vaccin, ni de traitement universellement approuvé par les chercheurs-médecins.

Sur un continent où plus de 420 millions de personnes vivent déjà dans l'extrême pauvreté (définie comme le fait de vivre avec moins de 1,90\$ par jour), la contraction économique imposée par la Covid-19 sera lourde à supporter pour les populations africaines. Selon des prévisions récentes de l'hebdomadaire *The Economist*, la quasi-totalité des progrès réalisés par le continent en matière de lutte contre la pauvreté depuis 2017 vont disparaître.

Avant la crise sanitaire, les projections anticipaient une diminution des taux d'extrême pauvreté en Afrique de 0,71 point de pourcentage en 2020 et de 0,67 en 2021 (Figure 6).

GRAPHIQUE 6 – Variation en points de pourcentage absolus des taux de pauvreté



Source :BAD

Les taux d'extrême pauvreté devraient augmenter en 2020 de 2,14 points de pourcentage dans le scénario de base et de 2,84 points de pourcentage dans le scénario pessimiste. Au sein des pays africains exportateurs de pétrole, 14,9 millions de personnes tomberont dans l'extrême pauvreté et dans les pays importateurs de pétrole, il y aura environ 13,3 millions de pauvres en plus. Beaucoup de pays africains risquent de ne pas atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) d'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030. La Covid-19 affectera la quantité, la qualité et les groupes vulnérables du marché du travail de l'Afrique ; le secteur informel sera la princi-

pale victime. En effet, contrairement aux pays développés, le secteur formel public comme privé n'emploie que très peu de personnes. Ainsi, la vaste majorité des travailleurs africains se trouve dans le secteur informel (Figure 7).

GRAPHIQUE 7 – Décomposition de l'emploi total entre le secteur formel et le secteur informel en pourcentage de la population active

Pays	Année de l'enquête	Secteur public	Secteur privé formel	Secteur informel
Benin	2005	2.6	2.1	95.3
Burkina Faso	2005	4.3	1.0	94.7
Cameroun	2005	4.9	4.7	90.4
Congo	2005	6.3	1.8	91.9
Ethiopie	2005	3.9	6.2	89.9
Ghana	2010	6.4	7.0	86.6
Madagascar	2005	NA	NA	86.5
Malawi	2004	9.0	11.5	79.5
Mali	2007	3.1	0.4	96.5
Nigeria	2004	8.0	0.3	91.8
Rwanda	2006	3.7	1.2	95.1
Sénégal	2001	1.8	6.1	92.1
Tanzanie	2006	3.0	1.5	95.5
Uganda	2006	2.8	14.2	83.0
Zambie	2005	5.2	6.8	88.0

Source : <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/wp2014-014.pdf>

On estime que 25 à 30 millions d'emplois pourraient être perdus en raison de la pandémie (BAD, *Perspectives économiques en Afrique*, 2020).

La baisse du pouvoir d'achat des populations, l'envolée du taux de chômage et l'aversion au risque en période d'incertitudes des agents économiques constituent un terreau favorable à la naissance de mouvements populaires qui pourraient employer la violence. Le risque de troubles à l'ordre public et d'éruptions de violences est maximal. Qui plus est, les différentes consultations électorales en cours ou à venir n'inversent pas la courbe de risque de désintégration de certains États. Par ailleurs, il était loisible de penser que la pandémie aurait contribué à rapprocher les peuples dans la mesure où la coopération internationale semblait idoine afin d'enrayer la propagation du virus. Or, il n'en est rien. La fermeture des frontières a donné du grain à moudre aux nationalistes partisans d'un strict

repli sur soi. Les ressentiments nationaux se sont déchaînés, et les rivalités entre États ont été exacerbées. Face aux ressources qui auront tendance à se raréfier, l'inévitable concurrence entre les groupes sociaux pourrait se muer en affrontement. Toute entreprise de prospective doit être empreinte de prudence et d'humilité car nul ne saurait prédire l'avenir. Cela étant cela ne doit point empêcher de se projeter. D'aucuns à l'instar de l'éditorialiste du *New York Times* Bret Stephens, prédisent un essor et un durcissement des régimes autoritaires dans le monde². À l'instar de leurs pairs, les autocrates africains pourraient en effet profiter de la crise sanitaire pour resserrer l'étau autoritaire sur leurs populations. Cela a par exemple pu être observé en Égypte où à la faveur de la pandémie, le président Abdel Fattah al-Sissi a étendu le périmètre de ses pouvoirs déjà considérables. Des médecins ayant par exemple critiqué la gestion gouvernementale de la crise ont été mis aux fers sous prétexte de porter atteinte à la sécurité de l'État.

4 Recommandations

En raison de l'ampleur et de l'impact de la crise du coronavirus, les États africains doivent agir rapidement et efficacement. La réponse doit être multidimensionnelle. Elle pourrait se décliner en 4 grandes priorités.

Priorité n°1 : Sauver les vies

L'urgence est de faire tout ce qu'il faut, indépendamment des marges de manœuvre budgétaires pour accroître les dépenses de santé publique afin d'améliorer la capacité de prise en charge des malades. Il faut déployer à grande échelle des solutions de santé publique suivantes :

- Doter les centres de santé de médicaments essentiels pour un traitement efficace et une meilleure prise en charge des patients,
- Mettre en place une politique de tests de détection rapide des cas accompa-

2. <https://www.nytimes.com/2020/04/03/opinion/coronavirus-future.html>

gnée d'une mise en œuvre de traçage des contacts et une mise en quarantaine efficaces,

- Améliorer les stratégies de communication et de partage de l'information sur l'épidémie,
- Flécher les dépenses vers le secteur de la santé publique avec l'élaboration des plans d'urgence sanitaires,
- Continuer à améliorer l'appareil sanitaire afin d'être mieux préparé en cas de pic de contamination,
- Augmenter le nombre de personnels soignants pour atteindre la cible 2,5 professionnels de santé pour 1000 habitants,
- Réagir promptement en fonction du niveau de propagation du virus avec la mise en place de mesures d'endiguement et d'atténuation (quarantaine, confinement, limitation des déplacements) visant à limiter la propagation de la maladie et à réduire la charge pesante sur des systèmes de santé déjà fragiles,
- Solliciter les réseaux diplomatiques pour tirer les enseignements des autres pays,
- Investir dans la recherche et dynamiser la dialectique entre la pharmacopée traditionnelle et la médecine dite moderne.

Priorité n°2 : Soutenir les ménages et les entreprises

La casse sociale, engendrée par la crise sanitaire, est sans précédent. Il faut donc dégager des marges de manœuvre budgétaires pour soutenir les ménages et les entreprises. Il faut :

- Mettre en œuvre des plans d'aide d'urgence telle que la distribution de nourriture (rations ou bons alimentaires) pour les ménages à faible revenu,
- Envisager des allègements fiscaux temporaires (réduction du taux des impôts, report des échéances de règlement des impôts, etc.),

- Procéder à des exonérations fiscales et douanières sur les produits de santé,
- Organiser des transferts d'argent ponctuels via les services Mobile Money afin de prendre en compte le secteur informel,
- Encourager les entreprises à préserver les emplois et les salaires en répondant à leurs besoins de liquidités.

Priorité n°3 : Apporter une réponse de politique monétaire

La morosité du contexte financier impose aux banques centrales d'assouplir la politique monétaire pour soutenir la croissance. Il faut :

- Injecter des liquidités sur le marché en réduisant les taux d'intérêt pour faire baisser les coûts d'emprunt des entreprises et des ménages,
- Avoir recours à une politique monétaire non conventionnelle à l'instar des banques centrales occidentales avec des formes d'assouplissement quantitatif pour financer les secteurs les plus touchés,
- Envisager des garanties publiques sur les dettes contractées par les entreprises solvables,
- Adopter une politique monétaire macro-prudentielle afin d'assurer la stabilité financière à travers la stabilité des prix.

Priorité n°4 : Tirer des enseignements de la crise

La crise de la Covid-19 a révélé la nécessité d'opérer d'importantes réformes structurelles. Pour réduire la vulnérabilité du continent face aux futurs chocs, il est impérieux de corriger les goulets d'étranglement structurels. Trois grands chantiers pourraient être envisagés : la formalisation des économies africaines, l'industrialisation des économies afin de réduire la sensibilité aux cours mondiaux des produits de base

et le développement des stabilisateurs automatiques par une optimisation des filets de sécurité sociaux.

La crise a aussi mis en lumière l'impératif de combler le retard technologique. Il apparaît ainsi opportun d'investir dans le secteur numérique qui constitue en outre un vivier de métiers liés au digital et à l'innovation.

Il importe également de raccommoder le tissu social passablement effilé et de renouer avec le consensus politique afin de faire face au danger de fragmentation qui guette les sociétés africaines.

En définitive, la pandémie actuelle contient les germes d'un changement de paradigme au niveau régional et à l'échelle internationale. Certains de ces ferments comportent des opportunités non négligeables pour les sociétés africaines. D'autres, en revanche, constituent des périls qui, faute d'action d'envergure décisive, pourraient faire sombrer le continent africain dans l'entropie. L'un des nombreux enseignements de cette crise est que l'Afrique a besoin de dirigeants courageux à même de gouverner de manière véritablement souveraine et de rehausser leurs capacités d'anticipation et d'action, sous peine de toujours dépendre de l'extérieur. Le besoin d'un État stratège s'est fait ressentir et la crise a rappelé s'il le fallait encore que l'État est, ou plutôt doit être l'ultime rempart et le protecteur de sa population. (Hélas, il en est souvent l'opresseur). Une réponse économique, sociale et politique à la hauteur des enjeux est impérieuse.

L'Afrique des Idées

Fondé en 2011, L'Afrique des Idées est un think tank qui promeut la réflexion et le débat d'idées sur les défis économiques, sociales et politiques que doit relever l'Afrique. L'Afrique des Idées promeut le concept fort et innovant d'Afro-Responsabilité qui passe notamment par une réappropriation par les jeunes africains du discours sur l'Afrique et, in fine, un engagement au service d'une croissance économique plus inclusive et durable.

Contact :

Mail : publications@lafriquedesidees.org

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur : www.lafriquedesidees.org

Copyright Juillet 2020 : Tous droits réservés.